

APPEL DE BELLAGIO : UNE STRATÉGIE EN FAVEUR DES FORÊTS TROPICALES

Les forêts tropicales, une des ressources les plus précieuses de la planète, disparaissent à raison de 11,5 millions d'hectares de forêts par an — soit une superficie plus grande que celle de l'Autriche. Depuis le début du siècle, plus de la moitié de ce patrimoine a été détruit. Si cette destruction se poursuit, les inondations et les sécheresses seront plus fréquentes, beaucoup d'espèces végétales et animales disparaîtront, la production future de bois sera compromise, la pauvreté rurale s'aggravera encore dans le monde en développement et le climat de la planète pourrait subir des modifications dont les conséquences sont imprévisibles.

Sous les auspices de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), de la Banque Mondiale, de la Fondation Rockefeller et du World Resources Institute (Washington), un groupe de vingt-cinq hauts responsables de pays en développement, directeurs d'organismes d'aide internationaux et représentants d'organisations non gouvernementales et privées du monde entier s'est réuni au début de juillet à Bellagio, sur le lac de Côme, en Italie, pour étudier ce qu'ils considèrent comme une des plus graves menaces de notre temps pour l'environnement.

Parmi les participants à la Conférence, présidée par Mahbubul Haq, ministre pakistanais du Plan et du Développement : Margaret Catley-Carlson, présidente de l'Agence canadienne de développement international ; Kamla Chowdhry, présidente du National Wastelands Development Board de l'Inde ; Cheikh Cissoko, ministre de l'Environnement du Sénégal ; Jorge Dengo, premier vice-président de la République du Costa Rica ; William Draper III, administrateur du Programme des Nations-Unies pour le développement ; John Evans, président de la Fondation Rockefeller ; David Hopper, premier vice-président de la Banque Mondiale ; le général Olusegun Obasanjo, ancien président du Nigéria ; James Gustave Speth, président du World Resources Institute ; Monkombu S. Swaminathan, directeur général de l'Institut international de Recherche sur le Riz (Philippines) et président de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (Suisse) ; Mostafa K. Tolba, directeur exécutif du Programme des Nations-Unies pour l'environnement ; Declan J. Walton, directeur général adjoint de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; et Joseph C. Wheeler, président du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Au terme de ses débats, le 2 juillet 1987, le groupe a exhorté les décideurs du monde entier à soutenir une action mondiale concertée afin de préserver et d'aménager les forêts des tropiques — qui constituent le plus grand réservoir mondial de diversité génétique animale et végétale — avant qu'il ne soit trop tard.

Sous les tropiques, la pauvreté est la principale cause du déboisement. Quelque deux milliards de personnes vivent en zone tropicale et leur nombre augmente chaque année à un taux moyen de 2,6 %. Pour nourrir ces populations en expansion rapide, l'agriculture empiète de plus en plus sur la forêt.

En outre, pour la moitié de l'humanité, la forêt est la principale source d'énergie, et même pratiquement la seule pour les ruraux pauvres : c'est là une cause majeure de déboisement dans les tropiques arides.

Plus d'un milliard de personnes manquent de bois de feu, ce qui les conduit à saccager ce qui reste de forêt pour survivre. Les chiffres, si frappants qu'ils soient, ne suffisent pas à donner une idée des souffrances humaines dues à la pénurie de bois de feu dans les pays en développement. En milieu rural, les maisons n'ont en général ni gaz ni électricité. Le pétrole est souvent introuvable et seule une minorité privilégiée peut se permettre d'en acheter. La corvée de bois fait perdre chaque jour des heures et des heures à des millions de gens, le plus souvent femmes et enfants, qui doivent aller chercher bois et fourrage de plus en plus loin.

La disparition des écosystèmes tropicaux a des effets dévastateurs non seulement à proximité immédiate, mais aussi à distance. Les forêts d'altitude protègent en effet les terres agricoles des plaines et vallées en aval et régularisent les débits hydriques. La destruction de cette « éponge » naturelle provoque inondations et sécheresses à répétition. Sous les tropiques, quelque 160 millions d'hectares de bassins versants d'altitude sont déjà sérieusement dégradés.

La destruction des forêts accélère l'érosion et peut même provoquer la désertification totale. Environ 1,3 milliard d'hectares de terres semi-arides en Afrique, en Asie et en Amérique latine sont déjà plus ou moins sérieusement affectées par ce phénomène, ce qui compromet l'avenir de plus de 300 millions d'êtres humains.

Si l'on n'agit pas de toute urgence, plus de 2,8 milliards de personnes seront d'ici l'an 2000 victimes du cercle vicieux déboisement-pénurie de bois de feu-pauvreté-malnutrition. De 10 à 20 % des espèces animales et végétales disparaîtront, ce qui appauvrira d'autant le patrimoine de notre planète.

Mais la situation n'est pas désespérée. En 1985, la FAO, le PNUD, la Banque Mondiale et le World Resources Institute ont établi ensemble un Plan d'action forestier tropical, qui a été approuvé en 1986 par les responsables forestiers de plus de 60 pays en développement et accepté comme base d'action par une vingtaine d'organismes bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement.

Fondé sur l'expérience et sur des solutions éprouvées, le Plan d'action indique les grandes lignes de ce qui pourrait être réalisé d'ici à l'an 2000 ; il donne des orientations pour évaluer l'ordre de grandeur des investissements nécessaires et pour élargir et coordonner les financements publics et privés et l'utilisation des ressources humaines. La Conférence de Bellagio a réaffirmé que tous les efforts doivent être coordonnés dans le cadre de ce Plan.

Pour réussir, il faudra beaucoup d'argent. Selon la Banque Mondiale, il faudra investir plus de 8 milliards de dollars rien que pour parer au plus pressé pendant les cinq premières années. Pour restaurer les forêts et les bassins versants déjà très dégradés, 150 milliards de dollars pourraient bien être nécessaires.

Les organismes de développement se sont déclarés prêts à doubler leur aide pour la conservation des forêts : cette aide passerait ainsi de 500 millions de dollars en 1986 à plus d'un milliard en 1988. La Banque Mondiale entend porter le montant annuel de ses financements aux projets forestiers de 138 millions de dollars à plus de 350 millions au cours des deux prochaines années. Son Président a déclaré que lutter contre la pauvreté dans le monde, c'est aussi lutter pour la stabilité de l'environnement. Il a mis en place une structure de haut niveau afin d'assurer l'intégration de considérations écologiques dans toutes les opérations de prêts et autres activités de la Banque.

La Conférence de Bellagio a constaté que la plupart des plans nationaux ignorent le problème de la destruction des forêts tropicales ou ne lui font qu'une place insuffisante ; elle a jugé impératif d'évaluer précisément, pays par pays, les effets qu'aurait la poursuite du déboisement sur l'homme et l'environnement.

Dans sa déclaration, la Conférence indique une série de mesures à prendre dans les plus brefs délais, en particulier :

- Il faudrait sensibiliser les responsables nationaux des plans économiques et des décisions financières et politiques à l'urgence de la crise et faire en sorte que, d'ici cinq ans, les pays les plus gravement touchés aient incorporé dans leurs plans nationaux de développement une stratégie à long terme de conservation et d'utilisation viable de la forêt tropicale.

- Les États comme les organismes d'aide au développement doivent réorienter leurs politiques. Il faudrait abolir les mesures qui nuisent à l'efficacité économique et provoquent la surexploitation des forêts et inciter les petits agriculteurs, les communautés locales et le secteur privé à participer au reboisement.

- Il faudrait protéger les 1,9 milliard d'hectares de forêts tropicales qui restent — précieux réservoir de diversité génétique — notamment au moyen d'une expansion considérable des zones protégées et des réserves de biosphère et en encourageant une utilisation viable des terres forestières.

- Il faudrait intensifier la recherche dans tous les domaines, qu'il s'agisse des questions techniques et socio-économiques ou des politiques.

- Il faudrait intégrer la planification forestière dans les plans globaux, faire une large place aux économies d'énergie et chercher des moyens d'arrêter la destruction des forêts tout en accroissant la productivité agricole des ruraux pauvres.

Le groupe a recommandé de faire tous les ans le bilan des ressources forestières, et notamment d'établir des « Livres blancs » décrivant l'attitude du public devant la lutte contre le déboisement.

Par ailleurs, la Conférence a souligné que les principaux obstacles à la lutte contre le déboisement sont d'ordre social, économique et politique. Des politiques malavisées en matière de régime foncier, de subvention, de colonisation et de population contribuent à la destruction des forêts. Les organismes d'aide au développement aggravent le problème lorsqu'ils financent de vastes projets de grande échelle peu respectueux de l'environnement.

L'appel de Bellagio est principalement un appel en faveur d'une action cohérente. Ce qui est nécessaire, c'est une alliance efficace entre forestiers, planificateurs, responsables politiques et divers groupes nationaux et internationaux. Surtout, toute action mondiale doit s'appuyer sur la participation des personnes les plus touchées, c'est-à-dire des ruraux pauvres. La Déclaration de Bellagio préconise des initiatives au niveau des villages, notamment de la part des petits agriculteurs. Elle souligne que ce sont en général les femmes qui ramassent et utilisent le bois et demande qu'elles interviennent plus directement dans la formulation des politiques forestières.

Si l'on ne fait rien, des conflits seront inévitables car la santé de l'environnement a un effet profond sur la santé et la stabilité du tissu social d'un pays et sur son économie. Comme l'a dit le Directeur général de la FAO, « *l'avenir des forêts est déterminant pour l'avenir de l'humanité. Il n'y a pas un moment à perdre* ».

Source : FAO, Rome, juillet 1987.